l'Anticapitaliste

n°751 | 24 avril 2025 | 1,50 €

l'hebdomadaire du **NPA ~ L'ANTICAPITALISTE**

DROITS DES TRAVAILLEUR·E·S

1ER MAI

MOBILISATION GÉNÉRALE

ZOOM

Budget. Bayrou ou la rengaine de la dette pour nourrir le capital
Page 3

INTERNATIONAL

En Zambie, les populations victimes de l'extractivisme
Page 4

HISTOIRE

Vietnam, 1975, la chute de Saïgon : la victoire mais à quel prix…
Page 5

CHAMP LIBRE

Mexique : entretien avec José Luis de la 4e Internationale
Page 8

Édito

Un pape est mort

Par **LOUISON LE GUEN**

François, le pape en exercice, a choisi d'en terminer un lundi de Pâques, sans doute pour conforter son image de pape un peu décalé. Celui qui voulait *« une église pauvre pour les pauvres »*, premier pape non européen, aura tenu à marquer son pontificat par un engagement auprès des migrantEs (lui-même Argentin issu d'une famille de migrantEs italienNEs), par l'expression de sa solidarité avec le territoire accueillant de Lampedusa, par certaines prises de position en faveur des GazaouiEs, par sa volonté d'un rapprochement avec l'islam. Auréolé d'une réputation de pape progressiste, notamment quant à l'homosexualité, il aura tout de même tempéré l'enthousiasme de ses zélateurs par des déclarations très brutales sur l'avortement.

Il va devoir maintenant subir les hommages appuyés et hypocrites de crapules d'extrême droite qui l'ont traité en ennemi (Milei, Trump) et de tous les dirigeantEs de la mondialisation piteuse, à l'instar d'un Macron, qui, à l'inverse de ce qu'il a voulu promouvoir, sont les tenantEs sans complexes d'une classe de riches contre les pauvres.

L'immense majorité des très nombreux catholiques du monde entier font partie de notre camp social et, à cet égard, la couleur affichée par le premier d'entre eux ne peut pas nous être totalement indifférente. Dans une période marquée par la fascisation des pouvoirs partout dans le monde, par le durcissement de l'encadrement des migrations et l'érection de plus en plus de murs aux frontières, une parole pontificale confortant la solidarité ne peut qu'être bonne à prendre. Cependant, nous savons que l'Église catholique, incarnée par le pape, est une puissance étatique qui se tient fermement aux côtés des puissants, qu'elle n'a jamais dérogé à son soutien au système capitaliste. C'est pourquoi nous pensons que l'espoir évoqué par François dans ses discours, ne saurait être suspendu à une prochaine fumée blanche, à l'issue du conclave (le vrai, celui-là !), mais bien plutôt dans la capacité des oppriméEs et des exploitéEs, croyantEs ou non, à s'organiser ensemble pour construire une société, non pas pauvre mais sobre, pour toutes et tous sur la planète.

À la Une

DROITS DES TRAVAILLEUR·E·S

Le 1er Mai, mobilisation générale

Près de deux ans après le grand mouvement contre la réforme des retraites, version Borne et Macron, les puissants de ce monde continuent de ponctionner les travailleurEs pour augmenter les profits. Autant de raisons de s'unir et de se battre à l'approche du 1er Mai.

Le Premier ministre a dévoilé le 15 avril ce qui s'avère être un mantra… bien de droite : *« C'est devenu presque une loi universelle : plus l'impôt est lourd, plus les contribuables se dérobent et moins les investisseurs s'engagent »*. Le Newton de l'économie entend ainsi continuer la politique de ses prédécesseurs qui a pourtant largement échoué : celle dite de l'offre, qui consiste à faire des cadeaux au patronat et à faire peser la dette de l'État sur les travailleurEs (voir article page 3), en la faisant passer pour une loi scientifique.

Photothèque Rouge / JMB

Menaces sur les revenus des travailleurEs

La dernière annonce d'Amélie de Montchalin, la ministre des Comptes publics, appuie cette orientation. La voilà qui cherche à opposer les actifEs et les retraitéEs, comme d'autres avant elle, ont divisé les travailleurEs du public et du privé. Elle propose de réfléchir à supprimer l'abattement fiscal de 10 % sur les revenus dont bénéficient les retraitéEs : *« Je pense, à titre personnel, qu'on ne peut pas indéfiniment mettre à contribution les actifs pour financer les nouvelles dépenses sociales liées au vieillissement »*. CQFD. Les niches fiscales patronales, elles, se poursuivent !

Tout cela, alors que l'augmentation du coût de la vie n'est pas rattrapée par les salaires et que la guerre commerciale de Trump fait peser le risque d'une dégradation de l'économie qui a déjà et aura encore plus demain des conséquences sur les plus pauvres en Europe et à travers le monde. Tout pour les profits !

Impérialisme et menaces écologiques

Face aux politiques protectionnistes qui avivent la guerre commerciale et les tensions inter-impérialistes, les travailleurEs du monde ont les mêmes intérêts : stopper ce déchaînement, qui, sur tous les continents, accélère les processus extractivistes et productivistes, accélère le réchauffement climatique et la dégradation du vivant et engendre des inégalités et des souffrances.

Face à la menace écologique comme face aux guerres coloniales, comme à Gaza et en Cisjordanie, au Congo, en Ukraine, qui mettent en jeu la question des ressources ou des débouchés économiques, les travailleurEs du monde en entier ont à opposer une autre logique que celle du profit. Le 1er Mai sera l'occasion de le dire haut et fort, de s'organiser car il y a toutes les raisons pour que cette journée internationale des droits des travailleurs et des travailleuses soit une journée de mobilisation pour des mesures d'urgence sociale, écologique et sanitaire et démocratique.

S'organiser face à l'urgence

L'issue des dernières élections montre à quel point nous avons besoin d'être uniEs et organiséEs pour faire face au déni de nos droits : démocratiques (puisque Macron est passé outre nos choix en nommant deux Premiers ministres de droite) ; sociaux (puisque la macronie est passée outre notre voix avec ses 49.3 répétés) ; écologiques et sanitaires, puisque du nucléaire en passant par l'eau en bouteilles, jusqu'aux pesticides, la libéralisation économique se fiche pas mal de notre santé et de l'état de la planète.

Nous avons besoin de créer des contre-pouvoirs à la base, sans croire au sauveur suprême et à des institutions dévoyées, mais en croyant à la force de notre auto-organisation. Si les comités NFP sont encore trop peu nombreux, ils peuvent être un moyen de créer des dynamiques pour porter un programme d'urgence. En étant toujours plus nombreuses et nombreux, nous pourrons envisager la rupture avec ce système. Cette rupture passe par des revendications simples qui si elles vont jusqu'au bout posent la question de qui décide ? qui a le pouvoir ? Les profits ou un projet de société pour vivre ensemble dans le respect ?

Le 1er Mai, c'est l'occasion de faire vivre cette part de nous-mêmes qui se bat pour l'emploi, les salaires, le partage du temps du travail et l'émancipation du travail. C'est l'occasion de réaffirmer qu'un toit, c'est un droit, que l'éducation et la santé doivent être accessibles à toutes et tous partout sur le territoire. De réclamer aussi des services publics de qualité et l'extension de la gratuité. De demander l'expropriation de l'industrie pharmaceutique, l'arrêt du nucléaire. Le 1er Mai, on manifeste, on s'organise, on discute. Du pouvoir des travailleurEs viendra demain.

Fabienne Dolet

Bien dit

« J'ai volontairement décidé à ce stade de ne pas me prévaloir de mon immunité et j'ai volontairement voulu me rendre à cette audition, la citoyenne et la femme politique que je suis n'a strictement rien à cacher de ses positions et mener mon combat jusqu'au bout inclut aussi de faire face à ce qui se joue en matière de répression de la cause palestinienne »

Rima Hassan, le 18 avril sur X
après les 11 h 30 d'audition libre dans le cadre de l'enquête pour *« apologie du terrorisme »*

Acturama

À STRASBOURG, DES ÉTUDIANT·E·S SERBES CONTRE LA CORRUPTION !

Mardi 15 avril, les militantEs présentEs avec le drapeau des fiertés du NPA, qui attendaient l'arrivée des étudiantEs serbes, ont été victime d'intimidations LGBTIphobes. Dans un climat mondial réactionnaire, homophobe et transphobe, nous ne lâchons rien pour les droits des LGBTI.

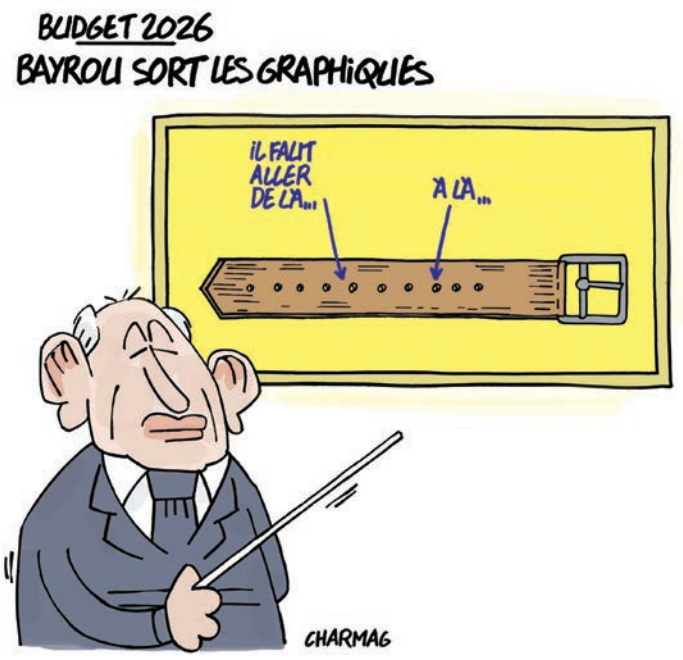
Des centaines de personnes ont célébré place Kléber ces 80 jeunes, partis de Novi Sad en Serbie le 3 avril, pour parcourir près de 1500 km à vélo ! Leur objectif : protester devant les institutions européennes contre la corruption et l'autoritarisme de leur gouvernement. Les mouvements sociaux, débutés après la tragédie de la gare de Novi Sad en novembre 2024 qui a tué 16 personnes, ne faiblissent pas. Ils scandent *« Pumpaj »* !

© Photothèque Rouge / Alexandre

BUDGET Bayrou ou la rengaine de la dette pour nourrir le capital

Le «problème de la dette» est de retour avec son cortège d'idées zombies. «Chaque français doit à sa banque 50000 euros», «nous consommons et dépensons trop», «nous ne produisons et ne travaillons pas assez». Bref nous sommes endettéEs car nous vivons au-dessus de nos moyens. Tel est en substance le discours de François Bayrou.

C'est l'heure de passer à la caisse, fini la bamboche. Après les 50 milliards de dépenses en moins du budget 2025, 40 milliards de baisses supplémentaires, au moins, sont envisagées pour 2026. Et ça va continuer, le gouvernement table sur une réduction d'environ 100 milliards des dépenses entre 2027 et 2029.



Un État qui se prive de recettes

L'argument de la dette est une manière simple et efficace de faire acquiescer aux politiques d'austérité car il fait appel au « bon sens » : dépenser plus que ce que l'on gagne est un problème et fait prendre le risque, à terme, de la spirale du surendettement. Mais rappelons qu'un État, contrairement à un individu, n'est pas « mortel ». De ce point de vue, c'est un très bon client pour les créanciers car il remboursera toujours ses emprunts. Et l'État, contrairement à un individu, choisit le niveau de ses revenus en fixant le montant des impôts et du taux des cotisations sociales. Le problème c'est que depuis 2017 (et depuis les années 1980 en fait) les gouvernements successifs ont fait le choix de massivement se priver de recettes… d'où un déficit public qui a été financé par l'endettement, dont le remboursement ne pose pas vraiment problème.

Un transfert massif de ressources vers le capital

Et les cris alarmistes sur la *« dérive des comptes publics »* sous les gouvernements Attal-Borne (pour des recettes inférieures de 40 milliards aux prévisions du fait de la faiblesse de la croissance) participent d'un écran de fumée : la question du poids de la dette et de la réduction du déficit public est une arme de la guerre sociale. En effet, les politiques d'austérité organisent un transfert massif d'argent public vers le capital à travers les aides diverses aux entreprises. Celles-ci s'élevaient en 2022 à 175 milliards d'euros dont 75 milliards d'exonération de cotisations sociales ! Et les dépenses de l'armée augmenteront, elles, de 3 milliards d'euros en 2026… Plus globalement, les politiques d'austérité visent à réaffirmer l'ordre capitaliste en s'assurant que celleux qui n'ont que leur force de travail pour vivre n'aient bien que ça en les rendant plus dépendantEs du marché : réduction des dépenses prenant en charge la satisfaction des besoins sociaux (éducation, santé, logement), casse des retraites, de l'assurance chômage, etc.

Nos besoins avant leurs profits

Le mouvement syndical devrait être vent debout contre les attaques de Bayrou contre le salariat. D'autant que la contestation de ce budget offre un terreau unificateur pour notre camp social : financement des besoins sociaux par l'impôt, hausse des salaires et des cotisations, etc. Il est urgent de construire un rapport de forces qui permette d'imposer d'autres choix.

William Daunora

MAGHREB Tension avec l'Algérie, les frustrations du colon

Après une courte période de reprise du dialogue, la tension entre l'Algérie et la France s'est accentuée et a escaladé encore d'un cran. Démarrée en août dernier à la suite de la reconnaissance de la légitimité coloniale du Maroc sur le Sahara occidental, elle n'a fait que s'aggraver depuis et représente le niveau le plus grave jamais atteint depuis l'indépendance en 1962.

Le gouvernement français, par la voix de son ministre de l'Intérieur, a décidé de refaire de l'Algérie et de la défaite coloniale un sujet de politique intérieure. Très récemment il avait déclaré : *« Il n'y a pas seulement un problème diplomatique, il y a aussi une question de fierté du peuple français, qui ne veut plus que l'Algérie puisse nous humilier »*, en parlant de l'obstruction de l'État algérien à la réadmission d'une soixantaine de ses ressortissants sous le coup d'une obligation de quitter le territoire — alors qu'ils résidaient régulièrement en France.

La droite et l'extrême droite française jettent de l'huile sur le feu

Dans cette crise pèse de tout son poids le discours raciste et colonial de la droite et de l'extrême droite française sur l'Algérie : d'ailleurs Retailleau a menacé de démissionner s'il n'avait pas gain de cause sur le dossier algérien, c'est-à-dire la renégociation de l'accord de 1968.

Alors qu'il a été recadré par Macron et que les tensions semblaient s'atténuer, le ministre des Affaires étrangères s'est rendu le 6 avril en Algérie. Mais le 11 avril, un agent du consulat algérien de Créteil était mis en examen, soupçonné d'être impliqué dans l'affaire de l'enlèvement présumé le 29 avril 2024 d'un influenceur algérien opposé à Tebboune, le président algérien. Dès le lendemain, le pouvoir algérien a répondu en exigeant le départ de 12 agents consulaires et diplomatiques français sous 48 heures. Deux jours plus tard, l'ambassadeur de France à Alger était rappelé, et 12 agents diplomatiques algériens étaient expulsés. Signe que ces ripostes restent ciblées, la diplomatie algérienne a bien pris soin de n'expulser que des agents liés au ministère de l'Intérieur et de ne cibler que ce dernier dans son communiqué.

Abdelmadjid Tebboune. Wikimedia Commons

Droits humains contre anticolonialisme ou la guerre des chefs

Chaque État cherche à gagner des points de légitimité dans la crise. La France se pose en protectrice des droits humains en exigeant la libération de Sansal alors qu'elle n'a jamais exigé la libération de prisonniers politiques lors du Hirak et qu'elle négocie pour renforcer la coopération sécuritaire et migratoire entre les deux pays, avec les violations des droits humains que cela implique. L'Algérie se pare d'un discours anticolonialiste pour satisfaire l'opinion publique tant des Algériens qu'à l'international, alors que le régime ne tolère aucune opposition interne – l'influenceur algérien au cœur du regain de tension était un réfugié politique en France.

Reste que dans cette crise, la France est incapable de réellement peser sur l'Algérie, ce qui renforce le discours colonial tenu par la droite, Retailleau en tête, qui appelle à monter en puissance dans la crise. Celle-ci risque de continuer à être instrumentalisée alors que la guerre des chefs est en cours chez les Républicains. Cette frustration de la droite est un reflet de la perte de puissance de l'empire colonial français en Afrique.

Edouard Soulier et Sulalat

À lire sur le site

Gaza : «La démission du monde est plus douloureuse que la guerre elle-même», par Marie Schwab

No comment

Marine Le Pen engage […] une longue bataille procédurale pour garantir ses droits et son honneur après une condamnation que nous trouvons aussi injuste qu'infamante. […] Dans l'attente d'une décision définitive par les juridictions administratives, elle reste conseillère départementale

Steeve Briois, maire d'Hénin-Beaumont, le 22 avril 2025 sur X.

Agenda

Samedi 26 avril, meeting en soutien à la lutte d'indépendance du peuple kanak, Lille. À 15h, à la Bourse du travail, 254, bd de l'Usine, Métro Marbrerie.

Samedi 26 avril, réunion publique du NPA «Aux capitalistes de payer leur crise!» avec Aurore Koechlin et Manon Boltansky, Orléans. À 15h, salle des Chats-Ferrés, 3 bis, rue des Chats-Ferrés.

Jeudi 1er Mai, fête anticapitaliste du NPA 67, Strasbourg. À partir de 12h, 1 place des Orphelins. Buvette, barbecue, option végane.

Jeudi 1er Mai, riposte sociale et antifasciste, Narbonne. Départ 11h, sous-préfecture. Après-midi cantine et pique-nique, débats, musiques au Palais du Travail (voir article page 6).

Dimanche 4 mai, journée d'étude du Centre d'études marxistes «C'est quoi ce travail», Bagnolet (93). De 9h à 17h, au 26 rue Malmaison, métro Gallieni (ligne 3). Avec Christine Poupin, Maud Simonet, Déborah Chrismann et Alexis Cuckier. Inscriptions : journeesetudesmarxistes@yahoo.come.

Samedi 10 mai, Village antifasciste devant le Panthéon, Paris. À partir de 11h, place du Panthéon.

Samedi 17 mai, Résistance festive du Collectif contre les idées d'extrême droite, Limoges (87). De 14h à minuit, à la Maison du Temps libre.

Lundi 19 mai, soirée-débat du Centre d'études marxistes «Marxisme et écologie» avec Daniel Tanuro, Paris. À 19h, au Maltais Rouge, 40 rue de Malte, métro Oberkampf.

Samedi 24 mai, montée au Mur des Fédérés, Paris. Rendez-vous à partir de 10h, place des Fêtes dans le 19e, puis départ de la manifestation à 14h30 en direction du cimetière du Père-Lachaise, rue des Rondeaux dans le 20e.

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur
l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : redaction@npa2009.org
Diffusion : diffusion.presse@npa2009.org
Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Numéro ISSN : 2269-3696
Commission paritaire : 1225-C-93922
Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).
Tirage : 1800 exemplaires
Directrice de publication : Penelope Duggan
Secrétaire de rédaction : Fabienne Brifault
Maquette : Ambre Bragard
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois Tél. : 01 48 70 42 21 Mail : rotoimp@wanadoo.fr
IMPRIM'VERT®

ROYAUME-UNI

La Cour suprême britannique valide la transphobie

Mercredi 16 avril, après deux échecs en 2023, la Cour suprême britannique a obéi à l'organisation anti-trans «For Women Scotland» et réduit la définition de «femme» au «sexe biologique». C'est l'aboutissement d'un mouvement astroturfé[1] et financé par des milliardaires qui mènent depuis des années la guerre aux personnes trans.

For Women Scotland avait attaqué le gouvernement écossais pour avoir inclus les femmes trans, conformément à la loi de 2004 sur le changement d'état civil, dans la catégorie légale des femmes, protégées contre toutes les discriminations et violences sexistes et comme bénéficiaires des mesures liées à la parité.
Aucune personne trans n'a été auditionnée. Une juge trans a été écartée, et les témoins entendus appartenaient tous à des groupes transphobes. Le jugement était donc programmé. Ce n'est pas une surprise s'il réduit les identités trans à des lubies de gens qui «imaginent» appartenir à un groupe social, loin de la réalité de nos vécus.

Une idéologie essentialiste et patriarcale

La Cour estime que lors de l'écriture de l'Equality Act en 1975, le législateur considérait que les femmes se définissent par leur capacité à accoucher avant tout. Cela signifie que l'identité de femme s'y réduirait, et que les protections contre le sexisme viennent du fait qu'elles seraient plus vulnérables physiquement que les hommes à cause de leurs grossesses.
Cela relève d'une idéologie essentialiste et patriarcale, qui implique donc que les femmes qui n'ont pas d'enfants, qui sont stériles ou ménopausées, ne subissent pas de discriminations au travail. Cela va à rebours de toutes les élaborations féministes pour qui les bases de l'oppression des femmes ne sont pas biologiques, mais sociales et économiques.
Mais cette décision a surtout des impacts à l'encontre des personnes trans. Elle acte leur impossibilité concrète d'exister publiquement dans la mesure où de nombreux emplois ou lieux de vie nécessitent de passer par des espaces non mixtes (vestiaires, toilettes, etc.) auxquels elles n'ont légalement plus accès.

Se mobiliser pour de nouveaux droits pour les personnes trans

Elle entérine aussi que les femmes trans ne doivent bénéficier d'aucun service de protection face au sexisme[2] (refuges pour femmes sans-abri, victimes de viol ou de violences conjugales), alors qu'elles en sont davantage victimes que les autres femmes[3,4]. Elle garantit de facto qu'au Royaume-Uni des femmes pourront être battues, agressées, violées ou tout simplement discriminées, sans qu'elles ne puissent se défendre.
Aujourd'hui, alors que l'offensive antitrans se déploie au niveau mondial et que l'extrême droite menace, nous ne pouvons plus nous contenter de répéter que *«Les femmes trans sont des femmes ! Les personnes trans sont légitimes !»* sans implication concrète.
À l'appel des syndicats et organisations trans, des milliers de personnes ont manifesté dans tout le Royaume-Uni ce samedi. En France aussi, il est urgent de se mobiliser pour défendre nos droits et en gagner de nouveaux. La question du changement d'état civil sur simple demande doit être à l'ordre du jour des Prides, et doit être portée plus largement par tout le mouvement social, les syndicats, la gauche sociale et politique.

Sally Brina

1 – https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/zoom-zoom-zen/zoom-zoom-zen-du-jeudi-25-janvier-2024-1862289
2 – Et ce, alors que la Cour reconnaît qu'elles en subissent!
3 – https://www.cdc.gov/mmwr/volumes/73/su/su7301a5.htm
4 – https://williamsinstitute.law.ucla.edu/press/ncvs-trans-press-release/

ÉTATS-UNIS

Ramenez Kilmar à la maison !

Un mouvement croissant d'organisations de défense des droits civiques, de groupes communautaires latinos, de syndicats et d'élus exige le retour de Kilmar Armando Abrego García, que le président Donald Trump a expulsé vers une prison au Salvador en violation de la Constitution des États-Unis.

Ils ont aussi porté cette affaire devant les tribunaux fédéraux et jusqu'à la Cour suprême. Le cas d'Abrego García est en même temps devenu le centre de la lutte entre Trump et les tribunaux, un affrontement maintenant devenu une crise constitutionnelle, soulevant la question de savoir si les États-Unis resteront une démocratie libérale ou deviendront une dictature autoritaire.

Une «erreur administrative»

Le 15 mars, Abrego García, un immigrant salvadorien marié à une citoyenne américaine et père de trois enfants qui sont citoyens américains, vivait légalement aux États-Unis lorsqu'il a été expulsé vers la tristement célèbre prison du centre d'enfermement pour le terrorisme (CECOT) au Salvador. Il faisait partie d'un groupe de migrants expulséEs par avion vers le Salvador sans avoir bénéficié d'une procédure régulière. Il bénéficiait pourtant d'un statut de «rétention de l'expulsion» lui permettant de vivre et de travailler aux États-Unis parce qu'il risquait de subir la violence des gangs s'il était renvoyé au Salvador.
Le gouvernement américain l'accusait d'être membre du gang MS-13, considéré comme une organisation terroriste. Pourtant, Abrego García n'a jamais été condamné pour un crime dans aucun des deux pays. Il n'a jamais eu l'occasion de se défendre contre l'expulsion devant un tribunal, ce qui constitue une violation de la disposition de la Constitution relative aux «droits de la défense». L'administration Trump a qualifié son expulsion d'*«erreur administrative»*, mais a fait valoir qu'une fois qu'il se trouvait au Salvador, elle était impuissante à le ramener.

Mobilisation pour Kilmar et contre les diktats de Trump

Le 10 avril, la Cour suprême des États-Unis a statué à l'unanimité que l'expulsion d'Abrego García était illégale et que le gouvernement devait *«faciliter»* sa libération. Pourtant, l'administration Trump ne l'a pas fait.
La juge libérale Ana María Sotomayor a fait remarquer que l'argumentation de l'administration Trump impliquait que le gouvernement *«pouvait expulser et incarcérer n'importe quelle personne, y compris des citoyens américains…»*
Abrego García a donc bénéficié d'un large soutien, non seulement en raison de l'injustice évidente de son cas, mais aussi parce que son expulsion est désormais considérée comme une menace pour chacun d'entre nous. Le président du syndicat d'Abrego García, Michael Coleman, de l'Association internationale des travailleurs de la tôlerie et du transport ferroviaire, s'est exprimé avec force pour exiger sa libération et son retour auprès de sa famille et de son travail.
De même, CASA, l'organisation d'immigrés latinos basée dans l'État d'origine d'Abrego García, le Maryland, a également exprimé son *«indignation»* et exigé son retour.
Le sénateur américain du Maryland Chris Van Hollen s'est rendu au Salvador pour demander la libération d'Abrego García et l'a rencontré, mais Nayib Bukele, le président dictatorial du Salvador, a déclaré que son gouvernement le maintiendrait en prison. S'adressant à Trump, Van Hollen a déclaré : *«Si vous voulez faire des déclarations sur M. Abrego Garcia et le MS-13, vous devriez les présenter au tribunal, pas sur les réseaux sociaux, ni lors de conférences de presse»*.

Pression de la rue sur la Cour suprême

Entre-temps, des milliers de personnes ont manifesté pour exiger la libération et le retour d'Abrego Garcia à Washington et dans les capitales des États. Et lors de la deuxième grande manifestation nationale contre Trump, qui a rassemblé des centaines de milliers de personnes dans tout le pays, le 19 avril, beaucoup ont réclamé justice pour les immigréEs, y compris pour Abrego García.
Cette affaire et d'autres du même type ont un impact sur la Cour suprême qui, samedi à une heure du matin, a rendu une ordonnance empêchant Donald Trump d'expulser deux cents autres migrantEs du Texas vers le Salvador. La Cour suprême avait déjà statué que les migrantEs devaient être informés à l'avance de leur déportation et avoir la possibilité de se présenter devant un tribunal. Et c'est là l'enjeu essentiel : aurons-nous nos droits ou un pouvoir dictatorial ? La réponse reste indécise. De nombreux citoyens sont aujourd'hui dans la rue. Le combat continue donc : *«Ramenez Kilmar à la maison !»*

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

AFRIQUE AUSTRALE

En Zambie, les populations victimes de l'extractivisme

Malgré des catastrophes environnementales récurrentes et les dangers pour la population, le gouvernement zambien continue sa politique extractiviste.

La Zambie, pays de l'Afrique australe, a été à nouveau frappée par une importante pollution. 50 millions de tonnes de boue acide se sont déversées dans le cours d'eau longeant l'entreprise chinoise Sino Metals de Chambishi qui traite les minerais de cuivre.

DR

Fléau écologique

L'accident s'est produit le 18 février. Un mur d'une aire de stockage contenant cette boue a cédé laissant s'écouler les déchets toxiques dans la rivière Mwambashi qui rejoint le cours d'eau de Kafu. Celui-ci serpente à travers cinq provinces du pays pour rejoindre le fleuve Zambèze.
Les autorités zambiennes ont bien tenté de répondre à la catastrophe en déversant 250 tonnes de chaux afin de diminuer l'acidité ; d'autres interventions aériennes ont eu lieu avec des lâchers de calcaire. Mais tout cela n'a pas empêché que la faune et la flore soient détruites.
À la suite de cet accident, le gouvernement a intensifié ses inspections et a fermé l'usine de la société Ranging Mineral Processing Limited à Kalulishi pour des fuites d'acide sulfurique dans la rivière Kafue.
Ce n'est pas la première fois que l'entreprise Sino Metals est impliquée dans ce type d'accident. En 2011, puis en 2015, deux problèmes similaires se sont produits sur ses aires de stockages.

Extraire quel qu'en soit le prix

Les lois environnementales en Zambie sont plutôt d'un niveau élevé. Le seul problème est qu'elles ne sont pas appliquées. De plus, le pays est fortement endetté, autour de 28 milliards de dollars. La Chine détient 5 milliards de cette dette et joue un rôle important dans les négociations pour rendre ce fardeau financier moins contraignant d'où la grande mansuétude pour les entreprises minières du géant asiatique.
Mais il n'y a pas que les entreprises chinoises qui sont en cause. Ainsi à 245 kilomètres de Chambishi se trouve une autre cité minière, Kabwe, considérée comme une des villes la plus polluée au monde.
En effet depuis des décennies on y exploite des mines de plomb et de zinc sans aucune protection. Cette production a eu des effets néfastes sur la santé des populations, notamment des enfants. Si la mine a fermé, elle a laissé à l'air libre des terrils. Le gouvernement a autorisé plusieurs entreprises à travailler ces haldes[1] afin d'en extraire des restes de plomb mais aussi de zinc. Avec l'idée que «les mines sont l'ancrage de notre économie, c'est la solution qui amènera le plus de valeur, le plus de revenus», comme l'indique Jito Kayumba, le conseiller économique de Hakainde Hichilema, président élu en 2021.

La santé des enfants sacrifiée

C'est ainsi que des flots de camions ont transporté ces déchets à l'intérieur même de la ville, il y a ainsi près de neuf monticules éparpillés à travers les quartiers. Cette exploitation a des conséquences extrêmement graves au plan sanitaire. Les experts considèrent que près de la moitié des enfants devrait bénéficier d'un traitement d'urgence au vu du taux de plomb dans le sang. La plupart des entreprises appartiennent aux dirigeants du parti au pouvoir leur assurant une totale impunité.
De plus, des mineurs clandestins tentent aussi leur chance en extrayant, sans aucune protection, des terrils les restes de minerais qu'ils vendront à des grandes entreprises spécialisées dans leur transformation.
En faisant de l'exploitation minière l'alpha et l'oméga de sa politique économique, le gouvernement de Hakainde Hichilema contribue à détériorer l'environnement et la santé de bon nombre de ZambienNEs sans pour autant régler les problèmes sociaux. Le taux de pauvreté ne cesse d'augmenter atteignant 62%, un tiers de la population est victime de malnutrition et dans le même temps le secteur de l'agriculture qui occupe 60% de la population est délaissé.
Si l'extraction des ressources naturelles est peu créatrice d'emplois, elle permet par contre un fort enrichissement des élites. Preuve en est, la Zambie est l'un des pays avec un taux d'inégalité parmi les plus élevés.

Paul Martial

1 – Site de stockage et de dépôt des déchets de l'activité minière

VIETNAM, 1975, LA CHUTE DE SAÏGON : LA VICTOIRE MAIS À QUEL PRIX…

L'indépendance du Vietnam a été proclamée une première fois en août 1945, et nous pourrions bientôt fêter son 80e anniversaire. De Gaulle en a décidé autrement, envoyant un corps expéditionnaire reconquérir sa colonie perdue. L'Indochine a dû subir deux dévastatrices guerres impériales successives, française, puis étatsunienne. Washington a mobilisé tous les moyens à sa disposition pour briser la révolution vietnamienne, certain qu'il l'emporterait — et a été vaincu. L'image est entrée dans l'histoire : le personnel de l'ambassade US à Saïgon exfiltré par hélicoptère, le 30 avril 1975. Retour les trente ans de guerre au Vietman par ***Pierre Rousset****.*

D'un colonialisme à l'autre

Une fois la France défaite après la victoire vietnamienne de Dien Bien Phu (1954), les grandes puissances ont imposé au Vietminh les accords de Genève qui lui étaient très défavorables, divisant temporairement le pays en deux zones de regroupement militaire.

Les accords de Genève (1954) devaient être suivis d'une élection sur l'ensemble du territoire qui aurait vu le triomphe du gouvernement Hô Chi Minh. Ces élections n'eurent pas lieu, et le régime sud-vietnamien profita du repli des forces armées révolutionnaires pour lancer une campagne d'élimination des cadres du mouvement de libération au Sud. Quant à elle, la France passait le relais aux États-Unis.

Stopper la dynamique révolutionnaire en Asie du Sud-Est

Les enjeux dépassaient la seule péninsule indochinoise. Washington voulait porter un coup d'arrêt à la dynamique révolutionnaire en Asie du Sud-Est. Il visait par l'ouest la Chine qui s'était déjà retrouvée menacée à l'Est, lors de la guerre de Corée (1950-1953) et cherchait à consolider la suprématie mondiale de l'impérialisme US. La seconde guerre du Vietnam devait exemplifier la toute-puissance étatsunienne. L'affrontement au Vietnam est ainsi devenu le point nodal de la situation mondiale où se nouaient les rapports de forces entre révolution et contre-révolution, ainsi qu'entre blocs occidental et oriental (Chine-URSS).

> *L'affrontement au Vietnam est ainsi devenu le point nodal de la situation mondiale où se nouaient les rapports de forces entre révolution et contre-révolution, entre blocs occidental et oriental*

Bien que bénéficiant d'une base sociale assurée, notamment, par les catholiques venus du Nord, le régime (corrompu et dictatorial) de Saïgon a déçu les attentes de Washington qui a dû s'engager toujours plus avant dans le conflit, jusqu'à mener une guerre totale, sur tous les terrains, d'une ampleur sans équivalent : envoi de centaines de milliers de soldats (les GIs), bombardements en tapis de la République démocratique du Vietnam, contre-réforme agraire au Sud, épanchements massifs de défoliants (l'agent orange, toxique) sur les zones boisées, développement des technologies militaires pour débusquer les combattantEs cachéEs dans les tunnels ou repérer les déplacements nocturnes de troupes…

De l'offensive du Têt en 1968 à la chute de Saïgon

Le conflit a gagné une dimension internationale majeure, un terrain d'action dans lequel le mouvement de libération national s'est

beaucoup investi, tant sur le plan diplomatique que celui de la solidarité militante. Pour les révolutions russes ou chinoises, le soutien est devenu pleinement d'actualité après la victoire. Pour la révolution vietnamienne (ou algérienne), il a constitué un élément clé d'une stratégie en perpétuelle adaptation, conduisant à la victoire. D'aucuns en ont conclu que c'est le mouvement antiguerre qui a défait Washington. Anachronisme trompeur. Pendant longtemps, la bourgeoisie des États-Unis d'Amérique a soutenu l'effort de guerre, ainsi que la majorité des scientifiques, chercheurs et ingénieurs sollicités par l'armée. Pour que la contestation change qualitativement de dimension, il a fallu que les pertes militaires deviennent trop lourdes, que le coût économique du conflit devienne trop grand, que la « légitimité » de l'impérialisme US dans le monde soit trop atteinte.

Pour forcer des pourparlers ouvrant une fenêtre politique favorable à la victoire, après l'offensive du Têt en 1968, le mouvement de libération vietnamien a imposé une négociation en face-à-face : la RDVN (République démocratique du Vietnam) et le GRP (Gouvernement révolutionnaire provisoire) au Sud d'un côté, les États-Unis et le régime de Saïgon de l'autre, excluant cette fois la présence des grandes puissances « amies » (Moscou, Pékin). Puis, il a lancé l'offensive finale de 1975.

Trois décennies de guerre

Victoire historique d'une immense portée, mais pour laquelle le peuple vietnamien et les forces de libération ont payé un prix terriblement lourd. Trois décennies de guerre ont épuisé la société, écrasé le pluralisme politique, décimé les cadres implantés au Sud, marqué en profondeur les organisations qui ont survécu à l'épreuve (à commencer par le PCV). Washington a imposé l'isolement du Vietnam une décennie durant, avec, cette fois, le soutien chinois. L'aide sino-soviétique (intéressée) a été d'une très grande importance pour l'effort de guerre vietnamien, mais l'indépendance d'Hanoï était peu appréciée de Pékin qui se rapprochait de Washington, contre Moscou. Le Vietnam est devenu la victime des conflits interbureaucratiques quand les USA et la Chine ont conjointement soutenu les Khmers rouges (!) dans une nouvelle guerre d'Indochine.

Le Vietnam s'est libéré, la révolution l'a emporté, mais sous un régime autoritaire. Faute d'avoir été suffisamment soutenue en temps et en heure en 1945, en 1954, en 1968… « Soldat de toute première ligne », le peuple vietnamien a porté un combat dont les luttes populaires dans le monde — celles de ma génération —, ont, oh combien, bénéficié. Le prix payé a été lourd. Il mérite qu'on le soutienne aujourd'hui, y compris quand il est réprimé par son propre gouvernement.

Guerre et révolution

Au début, il y a la violence de l'ordre établi, social, colonial… Les résistances populaires armées de masse ne sont pas le produit d'un complot, mais d'une situation insoutenable.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le Vietminh profite, pour déclarer l'indépendance, d'une fenêtre d'opportunité. L'occupant japonais a détruit l'administration française, avant d'être lui-même défait sur le théâtre des opérations du Pacifique. Il a l'initiative politique, mais dans une situation fragile. Ses capacités militaires sont faibles et son autorité contestée, surtout de la part de sectes religieuses et de mouvements nationalistes anticommunistes.

Révolution sociale et réforme agraire

Avec l'accord de la Chine de Tchang Kaï-chek, le corps expéditionnaire français bombarde le port d'Haïphong au nord du Vietnam en 1946. La première guerre du Vietnam a commencé. Les offres de négociations d'Hô Chi Minh ont été rejetées. Vu le rapport des forces militaires, cette guerre prend la forme d'une guerre révolutionnaire prolongée et mobilise la paysannerie. Le patriotisme ne suffit pas. L'appel à la réforme agraire s'avère indispensable. Dorénavant, libération nationale et révolution sociale sont imbriquées. Ce sera le socle permettant d'inscrire la résistance dans la longue durée.

> *Libération nationale et révolution sociale sont imbriquées permettant d'inscrire la résistance dans la longue durée*

Il a aussi fallu penser les spécificités vietnamiennes, par rapport à la Chine (Pékin envoie aide et conseillers) qui a pu jouer sur l'immensité du pays et de sa population. Ainsi que prendre en compte, à chaque étape, les réactions des forces ennemies, adapter la stratégie. Il y a une pensée vietnamienne de la guerre.

La perspective de l'émancipation sociale et démocratique

Décider de la reprise de la lutte armée dans la seconde moitié des années 1950 n'a pas dû être une décision facile. Telle était l'alternative : s'affronter aux États-Unis ou accepter a minima la division du pays ad vitam æternam, comme en Corée. Laisser aussi sans soutien les réseaux militants et les bases sociales du mouvement de libération au Sud, face à une dictature sans scrupule aucun. La guerre populaire ouvre (potentiellement) une dynamique d'émancipation sociale, qui risque cependant de s'épuiser quand elle dure longtemps. En Asie, la question posée n'est pas seulement historique. Les conflits armés n'ont, par exemple, jamais cessé à Mindanao (au sud de l'archipel philippin). Des réponses concrètes doivent sans cesse être apportées à une double question : comment éviter que des groupes armés ne dégénèrent (ce qui arrive…), comment défendre concrètement, dans les conditions concrètes, la liberté démocratique de décision et les droits des communautés populaires ou montagnardes. En Birmanie, quand la junte militaire s'est emparée il y a quatre ans de l'entièreté du pouvoir, on peut dire que le pays (quasi) entier est entré en désobéissance civique, non violente. La junte aurait pu être renversée, pour peu que la « communauté internationale » lui apporte son soutien. Ce ne fut pas le cas, une fois encore. Et la répression a fini par forcer la résistance à rejoindre la lutte armée portée, notamment, par des minorités ethniques.

PALESTINE

Le massacre des journalistes à Gaza

Mercredi 16 avril, sur les marches de l'Opéra Bastille à Paris, s'est tenu un rassemblement de soutien aux journalistes palestinienEs systématiquement cibléEs par les drones et autres bombes de l'armée israélienne (et on peut dire : enfin !).

Rassemblement très émouvant où à la lecture des noms des journalistes assassinéEs, les journalistes français tombaient sur les marches de l'Opéra.

Couvrir le massacre au prix de sa vie

Plus de 200 morts en dix-huit mois de ce que les médias français appellent une « guerre », bien qu'il y ait une seule armée pilonnant des populations civiles piégées dans un minuscule territoire dont il est impossible de s'échapper. La presse étrangère étant empêchée d'entrer à Gaza, les journalistes palestinienNEs sont les seulEs à pouvoir couvrir le massacre et ils et elles le payent de leur vie. Le matin même, Fatma Hassouna, une jeune femme photo reporter, avait été tuée chez elle avec toute sa famille par un missile. Elle est le fil rouge d'un documentaire qui sera présenté dans quelques semaines au Festival de Cannes.

DR

Rien sur les grandes chaînes de télé françaises

Quelques jours auparavant, Hossam Shabat, travaillant pour *Al Jazeera*, avait été assassiné par un missile alors qu'il circulait dans une voiture clairement identifiée par de grandes lettres TV sur son toit. Il avait écrit un message en forme de testament à publier sur les réseaux sociaux, au cas où il serait tué, ce qui n'est pas courant pour un jeune homme de 23 ans. Mais l'espérance de vie d'unE journaliste à Gaza est très courte.

Dans la nuit du 6 au 7 avril, Ahmed Mansour, journaliste pour *Palestine Today* a été brûlé vif dans la tente de la presse installée près de l'hôpital de Khan Younès. Les images de son martyre, assis derrière son ordinateur et enveloppé par les flammes ont fait le tour du monde, mais on ne les verra jamais à la télévision en France.

Pas plus qu'on a vu des images de ce rassemblement de soutien, à part 2 minutes sur France 24 et TV5 monde. Silence et black-out du côté des grandes chaînes publiques et privées, alors que tous les syndicats de la profession et les sociétés de journalistes y appelaient.

Mireille Court

NARBONNE

Les travailleurEs ne se feront pas voler leur 1er Mai par le RN !

Le Pen et Bardella ne feront pas leur loi à Narbonne ! Alors que Le Pen a été condamnée en première instance à cinq ans d'inéligibilité immédiate et quatre ans de prison, dont deux ans ferme, pour détournement de fonds publics, le Rassemblement national organise un meeting à l'Arena, pouvant accueillir 5000 personnes, avec Le Pen, Bardella, le député local Falcon (qui voulait faire interdire la dernière université du NPA à Port-Leucate).

Depuis cette annonce la riposte sociale et antifasciste de notre camp s'organise ! Cette année la journée internationale de lutte des travailleuses et des travailleurs prend un sens très particulier car le RN a remporté pour la deuxième fois consécutive les trois circonscriptions audoises aux législatives, avec pour prochain objectif les élections municipales.

Plus de 40 organisations s'unissent

Très vite, une dynamique unitaire a réuni plus de 40 organisations formant un arc de force syndical, associatif et politique auquel se sont ajoutés collectifs, artistes et membres de la société civile.

L'objectif est de construire une journée de manifestation, de luttes, de débats et de musique, contre l'extrême droite, pour la paix juste et durable, les libertés, la justice sociale et environnementale. Le 1er Mai sera unitaire et restera la journée des droits des travailleuses et des travailleurs. Nous ne laisserons pas l'extrême droite la dévoyer avec la venue du RN. Dans l'Aude, quatrième département le plus pauvre de France, nous savons combien les actionnaires, les réactionnaires et l'extrême droite ne défendent pas les plus précaires.

Pour les droits sociaux et contre la guerre

Ensemble pour un anticapitalisme de masse contre l'offensive de la bourgeoisie alliée à l'extrême droite, pour le renforcement de la protection sociale et contre la destruction des droits et des conquis sociaux par Macron (retraites, salaires, services publics…). Pour un 1er Mai internationaliste, pour la solidarité, l'adelphité entre les peuples, la paix, le cessez-le-feu immédiat à Gaza, en Cisjordanie, au Liban, en Ukraine et tous les pays en guerre. Pour les libertés, contre les discriminations et les idées réac de l'extrême droite.

Nous espérons être nombreuses et nombreux à la manifestation dès 11 heures. Ensuite événement solidaire, ouvert, joyeux et festif avec déjeuner partagé (cantines solidaires), puis l'après-midi de nombreux moments festifs et d'éducation populaire. Grande scène avec artistes circassiens, musiciens : Goulamas'K, La Mal Coiffée, Sophie les Bas bleus, La Tibble, le rappeur Nodja, Pitch Up… Stands (anticapitalisme, écologie, féminisme, LGBTQIA+, antiracisme…), débats avec des intervenantEs de la région Occitanie. Nous accueillerons Youlie Yamamoto (porte-parole d'ATTAC, co-fondatrice des Rosies), Nathalie Tehio (présidente de la LDH), Jean-François Julliard (directeur de Greenpeace), Benoît Teste (ex-secrétaire général de la FSU), Philippe Poutou (NPA) et bien d'autres encore ! Le fascisme : ni à Narbonne ni ailleurs. ¡No pasarán !

Dominique pour le NPA 11

SAINT-ÉTIENNE

Bilan en demi-teinte d'une grève de deux semaines des éboueurs

Les éboueurs de Saint-Étienne Métropole (SEM), soutenus par leur syndicat, la CGT, ont mené une grève de près deux semaines du 7 au 20 avril.

Cette grève a montré une capacité de mobilisation collective importante et une solidarité remarquable. Le NPA-l'Anticapitaliste 42 salue le courage et la détermination des grévistes.

Les conditions de travail au cœur de la mobilisation

Cette grève faisait suite à des dégradations importantes de leurs conditions de travail : réduction du nombre de tournées, augmentant la charge de travail ; multiplication des tâches imposées ; insalubrité croissante des conditions de travail, mettant en danger la santé et la sécurité des agents. Malgré plusieurs tentatives de négociation, la Métropole de Saint-Étienne est longtemps restée sourde aux appels des grévistes. Après les nouvelles propositions de la Métropole vendredi, les éboueurs ont décidé de reprendre le travail et la collecte des ordures reprend lundi 21 avril. Les discussions ont été une nouvelle fois difficiles vendredi, l'interventionnisme aventureux du maire de Saint-Étienne, Gaël Perdriau, ayant encore compliqué les négociations.

Bilan mitigé d'une belle grève

Les agents ont obtenu le paiement intégral de leurs jours de grève, ce qui témoigne d'un rapport de forces réel. Mais les avancées concrètes restent limitées. Saint-Étienne Métropole (SEM) s'est bien engagée à mettre en place des groupes de travail pour réorganiser les tournées de collecte et à ouvrir des discussions sur l'amélioration des conditions de dangerosité de leur métier. Mais ces discussions ne débuteront pas avant 2026. Concernant les augmentations salariales, les agents devront attendre juin 2026, lors des négociations du Régime indemnitaire dans la fonction publique (Rifseep).

DR

Des acquis pour l'avenir

Il y a donc bien entendu une part de déception du côté des grévistes, qui étaient entrés en mouvement pour des résultats immédiats. Mais les éboueurs sont loin d'avoir été vaincus, leur dignité et leur force collective ont été réaffirmées avec force. Les négociations à venir se feront sous la pression de cette capacité d'action collective. Un autre constat que l'on peut tirer de cette lutte : pour défendre nos droits face à des politiques qui cherchent à précariser toujours plus nos conditions de travail et nos vies, pour obtenir des victoires d'ampleur, il faudra rassembler et coordonner nos luttes, et construire un affrontement d'ensemble.

Le comité NPA 42

À lire sur le site

À l'Assemblée comme ailleurs, l'extrême droite met en danger les travailleurEs, par LM

Vendôme : La mairie reporte un hommage aux Justes et stigmatise la solidarité avec Gaza, par Radu Varl

Chikungunya à la Réunion : chronique d'un fiasco

Culture

ESSAI *Politiser l'éco-anxiété, de Jean Le Goff*

Éditions du Détour, 2025, 144 pages, 14,90 euros

Jean Le Goff, psychosociologue et docteur en sociologie, a recueilli pendant plusieurs années les témoignages de militantEs de différents mouvements écologistes. Fort de sa propre expérience au sein d'Alternatiba, il livre dans *Politiser l'éco-anxiété* une synthèse des différents moyens qu'il a pu rencontrer de gérer et de sublimer l'angoisse environnementale.

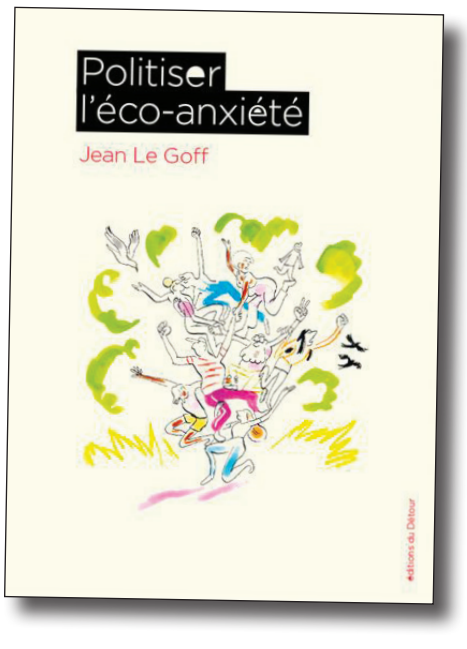
De la prise de conscience à la remise en question

Que faire de ses émotions lorsque l'on est confronté à la menace de l'extinction de l'humanité à plus ou moins brève échéance ? Comment aborder la question de l'urgence climatique avec des gens totalement réfractaires, qui vont nous traiter, au mieux, d'utopistes, au pire de dangereux illuminés (ou même, pour les plus audacieux, d'écoterroristes, ça s'est vu…) ? Faut-il s'emparer de la lutte contre le réchauffement climatique en sensibilisant par de la discussion, de la formation, ou bien faut-il muscler le combat par des actions plus violentes, voire illégales. Quel sens ont encore nos choix de vie à l'échelle individuelle, en regard de l'inaction gouvernementale ? Au travers des expériences des militantEs rencontréEs, Jean Le Goff esquisse les grandes lignes des problématiques auxquelles sont confrontéEs les écologistes, qu'elles soient d'ordre privé ou organisationnel.

De la peur à l'engagement

Face aux images apocalyptiques de l'avenir que les analyses scientifiques et autres rapports du GIEC dessinent devant nous, le choix semble se limiter à la panique ou au déni… Pourtant, il est possible de trouver dans l'action militante un refuge salutaire et de dépasser cette paralysie qui nous laisse spectateurEs d'un désastre annoncé. Faire de cette peur individuelle un sujet politique et de société, trouver de la joie et de l'encouragement dans l'action collective, se sentir entouréE de militantEs animéEs des mêmes motivations et des mêmes envies, être au cœur d'actions concrètes, s'épanouir dans la lutte… Au travers des différents témoignages de ce livre, on entrevoit comment l'engagement peut être une manière de surmonter l'angoisse, et même d'en faire parfois un moteur puissant. *Politiser l'éco-anxiété*, au-delà d'une analyse pertinente de la situation actuelle dans le domaine de l'écologie, fera écho à bon nombre d'entre nous, tant les interrogations, les doutes, les conflits peuvent être similaires dans la plupart des milieux militants. Une lecture qui permet une vraie remise en question de ses propres pratiques, et ça ne fait jamais de mal…

Cyrielle L.A.



HISTOIRE *Dix questions sur les croisades, de Florian Besson, William Blanc et Christophe Naudin*

Éditions Libertalia, 2025, 190 pages, 10 euros.

Répondre à dix questions sur les croisades, c'est l'œuvre de salubrité publique à laquelle se sont livrés Florian Besson, William Blanc et Christophe Naudin pour les éditions Libertalia. Avec en « bonus » dix questions en fin d'ouvrage. S'il y avait bien un « Que sais-je ? », factuel, il manquait sans doute une synthèse sur « l'objet croisade » dans ses développements historiographiques et politiques.

L'imaginaire de la croisade

Le sujet le méritait, tant il est d'actualité : aujourd'hui encore, les courants réactionnaires s'emparent allègrement de l'imaginaire de la croisade. Alors nos auteurs s'y sont attelés. Le résultat est efficace et percutant.
Non seulement le livre fait le point sur des aspects précis : Qu'est-ce qu'on peut appeler « une croisade » ? Combien y en a-t-il eu depuis la première, impulsée par le pape Urbain II en 1095 ? Qui est Saladin, le (re) conquérant de Jérusalem ? Mais il s'attaque également à ce qu'on pourrait appeler sa « récupération civilisationnelle » opposant mondes « chrétiens » et « musulmans ». Ainsi les chrétiens d'Orient sont loin d'avoir toujours vu les croisés d'Occident comme des « libérateurs ». Et certaines croisades ont combattu des armées… chrétiennes.

Regards d'aujourd'hui sur hier

Le travail de l'historien, des historiens, vient ici utilement déconstruire les idées reçues

comme les instrumentalisations. D'une plume alerte, les auteurs enfoncent le clou, y consacrant un chapitre. Même s'il y a eu des échos progressistes de la croisade (chez les suffragettes ou les militantEs afro-américainEs), elle inspire les guerres coloniales, « habite » les collaborationnistes français et est réactivée dans les guerres impérialistes post-11 septembre. Le livre interroge aussi les regards d'aujourd'hui jetés sur hier : en se demandant par exemple si l'on peut dire des croisades qu'elles auraient été « une entreprise coloniale ».
Un cahier iconographique solidement légendé, deux cartes commentées et un précieux index des noms de personnes et personnages complètent l'ouvrage. On ne peut au passage que recommander le reste de la collection « Dix questions » de Libertalia qui compte à ce jour dix titres.
Citons pour finir la juste conclusion des auteurs, qui témoigne d'une démarche que nous partageons pleinement : *« l'histoire offre une clé pour une vision plurielle du passé. Et donc vers un futur où des alternatives existeront. »*

Théo Roumier

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► **la librairie La Brèche,**
27, rue Taine, Paris 12e,
Mº Daumesnil

la-breche.com

01 49 28 52 44
contact@la-breche.com

SÉRIE *37 secondes, de Anne Landois et Sophie Kovess-Brun*

Minisérie de 6 épisodes avec Nina Meurisse et Mathieu Demy. Disponible sur arte.tv jusqu'au 08 juillet 2025.

Au début des années 2000, l'histoire du *Bugaled Breizh* a défrayé la chronique. C'est que 37 secondes, pour voir disparaître corps et biens un chalutier de cette taille, ce n'est pas commun. Et puis, comme souvent, après une enquête, des polémiques, le silence s'est installé…

Le secret

La première qualité de cette série est donc bel et bien de faire ressortir cette affaire. À nouveau, on en parle. Que l'on soit peu ou pas informé sur ce drame, la série opère une première mise à jour. Cinq marins ont péri en mer, et les circonstances de l'accident ne sont toujours pas établies ! La série ne cache rien des différentes hypothèses plus ou moins crédibles qui ont circulé à l'époque. Pas dans les gazettes, non. Dans les prétoires ! Et si l'on peut percevoir des invraisemblances dans le scénario de la fiction signée par les autrices, aucune n'atteint l'absurdité de certains scénarios échafaudés par les autorités maritimes, civiles et militaires qui, à l'époque, ont tout fait pour faire prendre à la population des vessies pour des lanternes.

La dispute

Très controversée, la série fait parler ! Une fiction adossée à une histoire vraie aussi sensible, c'est un peu casse-gueule, mais les autrices assument tout à fait le grand écart entre d'un côté la relation scrupuleuse des faits et de l'interprétation qui en a été livrée dans la presse et les tribunaux, et de l'autre une totale liberté de création concernant les personnages et l'aspect romanesque de l'histoire qu'ils vivent ensemble.
Or c'est là que le bât blesse. Si certaines critiques sont peu recevables — l'armateur du bateau, le vrai, se plaint dans la presse d'être décrit comme un méchant patron, mais l'on sait que c'est souvent le lot de pauvres patrons mal jugés par le bas peuple ! — il faut bien admettre que nombre de personnages sont taillés à la serpe et manquent de profondeur, voire de crédibilité, et que le jeu des acteurs sonne parfois un peu faux. Reste que la prestation de Nina Meurisse en héroïne de la classe ouvrière attachante et naturellement charismatique tient, à elle seule, la série !

Un coup d'avance ?

Une journaliste de la PQR (presse quotidienne régionale), interrogée par son journal, n'hésite pas à dire que si elle était parisienne, elle aurait adoré cette série… Il semble raisonnable de recommander aux lecteurEs de *l'Anticapitaliste*, quels que soient leur lieu de résidence ou leur appartenance, de tâcher de se faire une opinion par elleux-mêmes ! À gagner, outre des images presque banales de paysages extraordinaires — un exploit ! — de la pointe de la Bretagne, les éléments pour comprendre ce qu'il en a été du *Bugaled Breizh*, de ses marins et ce qui pourrait se passer si le dossier venait, plus de vingt ans après, à être rouvert à la suite de la diffusion de la série !

Vincent Gibelin

AMÉRIQUE LATINE «Au Mexique, les partis de droite sont pratiquement dans la pire phase de leur histoire»

Entretien. *L'Anticapitaliste a rencontré à Paris **José Luis**, militant de la 4e Internationale, membre du syndicat mexicain des électriciens et du Mouvement socialiste du Pouvoir populaire du Mexique à l'occasion de sa venue pour le congrès de la 4e Internationale, avant qu'il ne parte en Espagne rencontrer les camarades d'Anticapitalistas.*

Quelle est la situation au Mexique après l'arrivée au pouvoir de Andrés Manuel López Obrador (AMLO) et plus récemment de Claudia Sheinbaum et après les attaques de Trump ?

L'Amérique latine a été le théâtre de fortes luttes contre les politiques néolibérales. Les luttes indépendantes qui ont été menées par les enseignantEs, les paysanNEs, les étudiantEs, les populations indigènes, etc. n'ont pas atteint leurs objectifs. Il y a même eu des défaites importantes. Cela a signifié que le mécontentement social et populaire à l'égard des politiques néolibérales a été au Mexique canalisé dans les élections. Le mécontentement a été canalisé d'abord à travers le Parti de la révolution démocratique (PRD) et plus récemment par le Mouvement de régénération nationale (MoReNa). Le premier était dirigé par Cuauhtémoc Cárdenas. Il est le fruit d'une rupture nationaliste au sein du parti au pouvoir. Les changements ont culminé au sein du parti, avec l'arrivée au pouvoir d'AMLO à la mairie de la ville de Mexico. Son mandat s'est caractérisé par un certain nombre de réformes progressistes telles que l'octroi d'une pension universelle pour les personnes de plus de 65 ans dans la ville de Mexico et d'autres politiques sociales.

Cela a conduit la droite à tenter de l'empêcher de devenir candidat à la présidence de la République en 2006 par le biais d'une manœuvre juridico-politique. Les gens ont vu l'attaque antidémocratique. Le pays s'est polarisé, des mobilisations de masse ont eu lieu pour permettre à López Obrador d'être candidat. Le processus électoral a suscité de nombreux doutes, à tel point que nous affirmons qu'il y a eu une fraude massive. Un homme politique de droite, Felipe Calderón Hinojosa est arrivé au pouvoir. Il s'en est suivi un processus de résistance face aux politiques néolibérales de Felipe Calderón Hinojosa, et de Peña Nieto. Le mécontentement était très fort : il y avait une forte corruption au sein du gouvernement mexicain qui était entièrement au service des intérêts des riches soumis aux États-Unis. C'est ce contexte qui explique la victoire d'AMLO avec plus de 50 % des voix.

En 2018 ?

Oui, en 2018. AMLO arrive avec un fort soutien populaire qui lui permet de réaliser des transformations très importantes, pour améliorer le niveau de vie des masses. L'une d'entre elles consiste à étendre au niveau national le droit à une pension universelle. Les personnes âgées de plus de 65 ans ont reçu un soutien de 160 dollars par mois, ce qui au Mexique permet de vivre plus ou moins bien. Les salaires

Eneas de Troya. DR

En 2018, AMLO arrive avec un fort soutien populaire qui lui permet d'améliorer le niveau de vie des masses

minimums ont été augmentés de près de 100 %. Cela n'a pas permis le rattrapage complet des salaires mais la politique salariale a bénéficié à quelques millions de Mexicains.

Plus tard, la bourgeoisie mexicaine a également été contrainte, parce qu'elle était experte en matière d'évasion fiscale, de payer des impôts, ce qui a permis d'élargir l'assiette fiscale. Il a également mené une lutte acharnée contre la corruption qui rongeait l'État et qui n'a pas pris fin.

Penses-tu que ces réformes sont devenues anticapitalistes plus qu'antinéolibérales ou ont-elles eu des limites ?

Elles ont connu de nombreuses limites. Nous aurions préféré une renationalisation complète des entreprises publiques de l'énergie comme Pemex (Petróleos Mexicanos). Mais au moins les prix des carburants ont été stabilisés. Il faudrait procéder à une réforme fiscale en profondeur, ce qui est nécessaire car les riches mexicains paient très peu par rapport à leurs énormes profits. AMLO a aussi eu une gestion très «caudillo». Le MoReNa, son parti, n'est qu'un appareil électoral où sont imposés, de manière non démocratique, des candidats en particulier de l'aile droite.

Comment expliquer que López Obrador avait à la fin de son mandat encore plus de 50 % de soutien et que sa candidate, Claudia Sheinbaum, a eu beaucoup de succès ?

Il y a bien eu une amélioration indéniable du niveau de vie des masses. Sinon, les masses n'auraient pas voté aussi massivement pour élire Claudia Sheinbaum. Elle a obtenu près de 60 % des voix.

Quand cela s'est-il produit ? En 2024 ?

Oui, Claudia Sheinbaum est présidente depuis octobre 2024 après sa victoire en juin. Il y a eu une forte bataille idéologique et culturelle. Au Mexique, les partis de droite sont pratiquement dans la pire phase de leur histoire. Ils sont très affaiblis, divisés et l'ultra-droite est une minorité insignifiante. Actuellement, même dans le processus de confrontation avec les menaces de Donald Trump d'imposer des tarifs douaniers, Claudia Sheinbaum, selon des sondages récents, a le soutien de 85 % de la population.

Les déclarations et menaces de Trump suscitent des réactions de la part du gouvernement et de Claudia Sheinbaum mais aussi de la part de la population…

Ce que nous voyons, c'est un problème mondial, qui ne concerne pas seulement le Mexique, même s'il fait partie du problème. Nous sommes confrontéEs à une puissance impérialiste en déclin qui tente de répercuter le coût de sa crise sur le reste du monde, par le biais de taxes, de droits de douane et autres, et de faire pression sur l'Europe pour qu'elle se réarme et partager les coûts de l'OTAN.

La crise est profonde : crise de la dette publique américaine, crise budgétaire. Les États-Unis perdent également, avec une détérioration technologique, dans la concurrence avec la Chine. Ils essaient donc de se repositionner. Donald Trump menace ses partenaires les plus proches, le Mexique et le Canada, d'imposer une augmentation du coût des importations aux États-Unis, sous prétexte que ces gouvernements ne font rien pour lutter contre la contrebande de drogue, en particulier le fentanyl, et le problème migratoire.

L'objectif est en fait de rechercher une renégociation, sur la manière de produire, en particulier dans le cadre de l'accord de libre-échange. Ils veulent récupérer de nombreux investissements faits au Mexique, et les emmener aux États-Unis, en particulier dans l'industrie automobile. C'est assez compliqué car il existe des chaînes de valeur en place depuis des décennies qui ne peuvent pas être modifiées du jour au lendemain.

Mais il y a une pression dans ce sens. Jusqu'à présent, le gouvernement de Claudia Sheinbaum a réagi avec fermeté en dénonçant les prétextes et l'hypocrisie

Les États-Unis veulent récupérer de nombreux investissements faits au Mexique, en particulier dans l'industrie automobile

pure et simple. Au fond, ce qui se passe, c'est du chantage, c'est le début d'une guerre commerciale contre le Canada et le Mexique, et si ce gouvernement insiste pour maintenir ces taxes, il y aura une réponse de sa part, pour appliquer des mesures similaires à d'autres produits, pour compenser ce que font les États-Unis.

Si la situation se tend, penses-tu qu'il y aura un grand soutien de la part des travailleurEs et du peuple mexicain ?

Oui, oui, parce que le peuple mexicain rejette très fortement ces attitudes agressives, grossières et autoritaires de la part du gouvernement américain et que cela a réveillé un ressentiment nationaliste… et progressiste.

Lorsqu'il y a une confrontation entre une nation forte et impérialiste et une nation faible, il est clair que nous sommes avec la nation faible, pour la confronter, surtout lorsque le dirigeant de cette nation agit non seulement de manière autoritaire et imposante, mais qu'il a aussi tout un programme politique d'extrême droite contre les migrantEs, un programme xénophobe, misogyne, contre la diversité des genres, belliciste, etc. En d'autres termes, nous sommes ici dans une lutte qui est à la fois anti-impérialiste, mais qui doit aussi être antifasciste, parce que Trump représente l'ultra-droite mondiale qui agit de manière de plus en plus ouvertement unie et coordonnée avec d'autres forces d'ultra-droite, à la fois en Europe et en Amérique latine. Nous devons donc être clairs sur le fait qu'il y a de nombreux enjeux au-delà de la question commerciale, qui est très importante.

Propos recueillis par Fabrice Thomas

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
NPALanticapitaliste
l_anticapitaliste
Lanticapitalis1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste

Retrouve-nous

Sur notre chaine YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n° 164 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Abonne-toi

Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : **redaction@npa2009.org**

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : **diffusion.presse@npa2009.org**

L'image de la semaine